



**PROTOCOLE D'ENTENTE PORTANT SUR LA
GESTION DE LA FAUNE DANS LES
CONCESSIONS FORESTIERES DE LA BSG
Sud-est du Massif Forestier Abanga**



-Septembre 2008-

Entre

Le Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche et de l'Aquaculture, représenté par son Excellence Monsieur **Emile DOUMBA** ;

Et

Le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Immigration, représenté par le Gouverneur de la Province du Moyen-Ogooué Monsieur **Denis Tsanga** ;

Et

La Société Forestière BSG, représentée par son Directeur Général Monsieur **Ching Yeek Pa** ;

Et

Les populations locales du Canton Ebel-Alembe (département de l'Abanga-Bigné et les villages Alembe, Medoumane, Otouma, Minkok-Messeng, Mevang, Metouang, Ebel-Alembe, et Engougoume), représentées par les chefs de canton et de villages cibles;

Etant exposé ce qui suit :

Du préambule :

Vu la loi n°016/01 du 31 décembre 2001 portant Code Forestier en République Gabonaise ;

Vu la loi n°003/07 du 27 août 2007 relative aux Parcs Nationaux ;

Vu le décret n°115/PR/ du 03 février 1981 portant protection de la faune ;

Vu le décret n°000615/PR/MEFEPEPN du 30 août 2002 portant classement du Parc National des Monts de Cristal ;

Protocole d'entente portant sur la gestion de la chasse dans les concessions forestières de BSG

Reconnaissant que la chasse telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui dans les concessions forestières de la BSG pose problème par:

- L'intensification et l'extension de la chasse commerciale liées au développement de l'infrastructure routière à l'intérieur des concessions forestières BSG ;
- Le prélèvement du gibier dans les zones intactes avec des moyens roulants (véhicules, vélos, etc.).

Convaincus que des mesures doivent être prises à cet effet, sous les auspices du Ministère des Eaux et Forêts, les recommandations issues des rencontres répétées ont abouti à la mise en place du protocole d'entente régissant la gestion de la chasse dans les concessions forestières de BSG située en périphérie du Parc National des Monts de Cristal.

Ceci étant exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

Chapitre 1 : Du champ d'application

Article 1^{er} : Le présent Protocole d'Entente s'applique au sein des concessions forestières situées dans la partie sud-est du Massif Forestier de l'Abanga (cf. carte en annexe 1). Elle contient les permis (PTE N° 56/98 ; 23/01, 21/96 et 24/0 ; PFA 106/02 ; 77/04 ; 7/94 et PI 1/89) attribués à la société BSG, B.P 8289 Libreville, de 109058 hectares.

Chapitre 2 : Des objectifs

Article 2 : Le présent Protocole d'Entente a pour objectifs de :

- Concilier les intérêts de la conservation de la faune sauvage avec ceux des populations locales dans le cadre des usages coutumiers dans la zone ;
- Concilier les intérêts de la conservation de la faune sauvage avec ceux de l'exploitation forestière dans la zone ;
- Arrêter l'utilisation de moyens roulants pour les besoins de chasse dans les concessions forestières de la zone.

Chapitre 3 : De la réglementation de l'activité de chasse

Article 3 : Sont interdites :

- La chasse au-delà de la rivière Abanga ;
- La détention des armes à feu au-delà de la rivière Abanga ;
- L'utilisation du matériel roulant (véhicule, vélo, etc.) pour les besoins de la chasse aussi bien dans les terroirs villageois que dans l'ensemble des routes forestières de la zone ;
- La chasse sur les lieux de travail pour les travailleurs de la société.

Article 4 : Sont autorisées

- La chasse coutumière pedestre pour les villages situés le long des routes publiques dans le Canton Ebel-Alembe à une distance maximale de 10 km.
- La chasse de subsistance pour les travailleurs des sociétés forestières autour des bases vie, dans un terroir de chasse d'un rayon de 6 Km pour les espèces non protégées et seulement au moyen des armes lisses régularisées
- La pêche artisanale sur les rivières Abanga

Chapitre 4 : De la circulation

Article 5: Sont interdits le transport dans les véhicules des:

- chasseurs extérieurs au chantier;
- armes à feu non déclarées et règlementées;
- câbles métalliques;
- dépouilles et trophées.

- **Article 6** À l'exception des agents des Eaux et Forêts et de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux, toute circulation à l'intérieur des concessions forestières est assujettie à la présentation d'une autorisation spéciale délivrée par les concessionnaires

Chapitre 5 : De la mise en place du dispositif de surveillance

Article 7: Une case de passage pour les agents des Eaux et Forêts et du WWF en mission pour le suivi dudit protocole est construite et équipée à l'intérieur de chaque base vie des sociétés forestières de la BSG.

Article 8: Les entrées des routes forestières privées doivent être protégées par une première barrière construite à proximité de la route publique. Elles sont renforcées par d'autres construites à proximité des bases vie à l'intérieur des concessions.

Article 9: Le gardiennage :

- des premières barrières (à proximité de la route publique), est assuré 24H/24H par la société forestière BSG ;
- de la deuxième barrière est assurée pendant les heures de travail par un gardien du jour de la société. Celles-ci sont fermées après les heures de travail.

Article 10: L'Inspection Provinciale des Eaux et Forêts du Moyen-Ogooué, le Cantonnement des Eaux et Forêts de Ndjolé et le WWF détiennent chacun une clé des différentes barrières.

Chapitre 6 : Des engagements des parties

Article 11: En application des dispositions contenues dans la Loi n°016/01 du 31 décembre 2001, portant Code Forestier en République Gabonaise, le MEFEP est responsable de la mise en œuvre de la politique forestière.

Protocole d'entente portant sur la gestion de la chasse dans les concessions forestières de BSG

A cet effet, le MEFEP s'engage à :
:

- veiller à l'application des mesures contenues dans le présent protocole par l'ensemble des parties prenantes ;
- multiplier les missions de lutte contre le braconnage et la sensibilisation à l'intérieur et autour des concessions forestières et des villages environnants ;
- informer les autres parties prenantes sur l'évolution du Protocole ;
- régulariser les armes en circulation dans la zone.
- Informer les populations locales sur la situation des permis forestiers ;

Article 12 : Le Ministère de L'Intérieur de la Sécurité et de l'Immigration par le biais de l'administration locale s'engage à :

- faire large diffusion du présent Protocole ;
- veiller au suivi et à la stricte application des dispositions prescrites par le présent Protocole ;
- collaborer et assister les différentes parties prenantes dans le suivi du Protocole.

Article 13 : La société forestière BSG s'engagent à :

- veiller à l'application des mesures contenues dans le présent protocole ;
- construire et équiper les cases de passage ;
- installer les barrières et assurer leur gardiennage ;
- signaler toute infraction aux dispositions du présent protocole aux Administrations en charge des Eaux et Forêts ;
- informer et sensibiliser leur personnel sur le contenu du présent protocole et la réglementation en matière de faune et chasse ;
- Veiller au recensement et à la régularisation des armes de petite chasse détenues par les travailleurs dans les concessions forestières
- Mettre en application les dispositions sociales prévues par les cahiers de charge au profit des populations locales
- contribuer aux coûts de surveillance dans leurs concessions.

Article 14 : Les populations du Canton Ebel Alembe (Otouma, Alembe et Mevang Nzamata, Minkok-Messeng, Metouang Engogoume, Ebel-Alembe Medoumane) s'engagent à :

- veiller au respect des mesures contenues dans le présent protocole ;
- signaler aux autorités compétentes la présence des braconniers ;
- chasser exclusivement à l'intérieur de la zone autorisée définie par les articles 3 et 4 ;
- respecter la réglementation en vigueur en matière de faune et chasse.
- Signaler les manquements constatés dans l'application des dispositions du présent protocole d'entente

Chapitre 7 : Du suivi du présent protocole d'entente

Article 15 : Les Ministères de l'Economie Forestière s'engage à assurer le suivi du dudit protocole en concertation avec l'ensemble des parties prenantes.

Tout différend découlant de l'application du présent protocole d'entente sera traité de manière consensuelle

Chapitre 8 : Des dispositions diverses et finales

Article 16: Le non respect des dispositions contenues dans ce protocole d'entente expose le contrevenant aux sanctions prévues par les lois en vigueur en République Gabonaise.

Article 17 : Le présent protocole d'entente prend effet à partir de sa date de signature pour une durée de 5ans renouvelable.

Toutefois, il pourra être révisé et amendé après consultation de toutes les parties prenantes en cas de besoin.

Article 18: Les annexes jointes font partie intégrante de ce protocole d'entente

SIGNATURES

Le Ministre de l'Economie Forestière, des Eaux,
de la Pêche et de l'Aquaculture,
Le Ministre :

Son Excellence Emile DOUMBA

Pour le Ministère de l'Intérieur,
de la Sécurité et de l'Immigration,
Le Gouverneur de la Province
du Moyen-Ogooué:

Monsieur Denis Tsanga

Pour la société forestière BSG,
Le Directeur Général :

Monsieur Ching Yeek Pa

Le Chef de Canton :

Les Chefs des Villages

Alembe :Nze Andre

Medoumane :Nze Chantal

Otouma :Nguema Paul

Minkok-Messeng

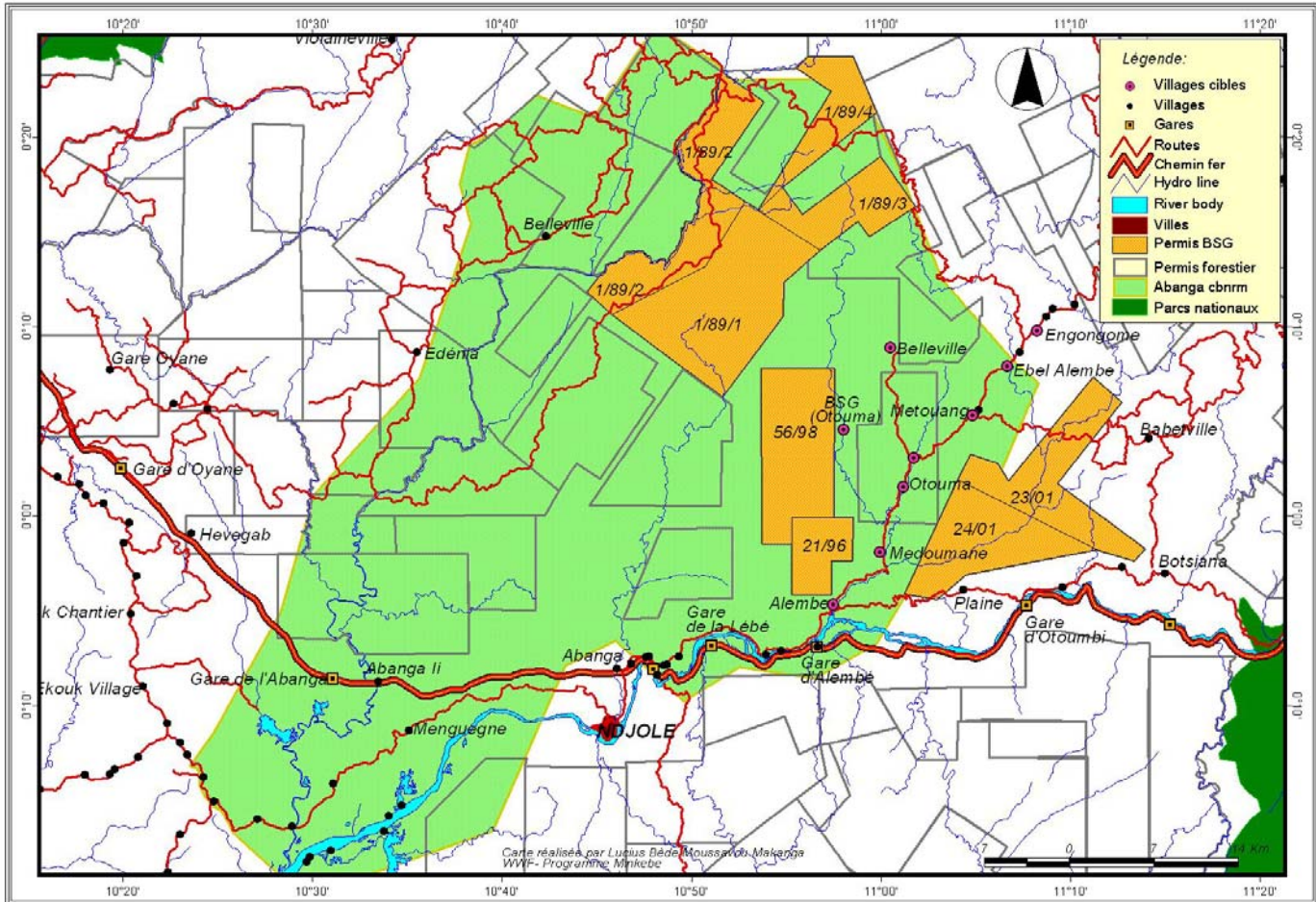
Mevang : Oyono Noël

Metouang :Enzele Théophile

Ebel-Alembe :Afan Jean

Egoungoum :

ANNEXE 1 : Carte de la zone



Source : WWF

Annexe 2 : Villages à proximité des permis de la BSG

Catégories	N° de Permis	Proches villages
PTE	21/96	Nzamata, Alembe
	23/01	Otouma, Minkok-Messeng, Metouang, Mevang, Engougoume, Ebel-Alembe
	24/01	Alembe, Medoumane, Junckville
	56/98	Otouma, Minkok-Messene, Medoumane
PFA	07/94	RAS
	106/02	Engougoume, Mevang
	77/04	RAS
PI	01/89	RAS